

Les Possibles — No. 20 Printemps 2019

Éditorial : Notre drame de France

mardi 21 mai 2019, par Jean Tosti, Jean-Marie Harribey

L'embrasement de la cathédrale de Paris a réduit en cendres un pan du patrimoine commun de près de mille ans, mais il est intervenu juste au moment où s'effondre le modèle qui marque notre temps. Le temps où tout est ravalé au rang de moyens à faire de l'argent ; le temps où se dégradent les services publics, la protection sociale et le droit du travail ; le temps où le bien commun est laissé à l'abandon ou alors est marchandisé. Notre drame de France est là : l'actuelle présidence de la République est la pire de celles que nous ayons connues, parce qu'elle veut entériner à jamais la mainmise des marchés financiers sur le moindre espace social ou naturel, le ruissellement de la richesse du bas vers le haut et le renvoi de chacun à sa propre responsabilité des difficultés que la société lui inflige.

Notre drame de France est que l'indécence des très grands bourgeois revête les habits de la générosité en déversant immédiatement des centaines de millions d'euros, tout en s'étonnant qu'on ne les en remercie pas ou ne les en félicite pas, comme l'a déclaré Monsieur Bernard Arnault. Notre drame de France est que l'incendie d'une cathédrale venue du Moyen Âge nous ait fait retourner à ce temps où l'achat d'indulgences permettait aux puissants de s'acheter un coin de paradis.

Notre drame de France est que l'effondrement du modèle où le progrès identifié au capitalisme conquérant est tel qu'il entraîne avec lui un affaiblissement de la démocratie et une perte de légitimité des institutions chargée de garantir celle-ci. La situation est rendue au point où le gouvernement actuel du « pays des droits de l'homme » dote sa police d'armes potentiellement létales, qui éborgnent et arrachent des bras et des mains. Une police qui jette à terre femmes et enfants, terrorise les citoyens qui usent de leur droit de manifester, et dont le ministre, afin de détourner l'attention, invente une *fake news* sur une prétendue « attaque » d'un hôpital. L'hôpital est attaqué, certes, mais pas par des gilets jaunes ou rouges ; il est menacé de mort lente parce que, au mépris de toute règle démocratique, on le voue à un management de type capitaliste, où la rentabilité devient la norme, à la place de la qualité des soins.

Le dossier que nous proposons fait suite à certains des précédents numéros qui abordaient la question démocratique sous divers angles : droits, justice et démocratie ([n° 10](#)), la droitisation des politiques ([n° 12](#)), militarisation et contrôle social ([n° 13](#)), ou bien les débats sur le populisme ([n° 13](#), [14](#), [15](#)). Cette fois, nous abordons la démocratie dans ses rapports avec la géopolitique mondiale. Notre dossier s'ouvre donc par un article de Yorgos Mitralias, qui explique comment l'idée du socialisme renaît aux États-Unis, avec une campagne de fond de Bernie Sanders et d'Alexandria Ocasio-Cortez, « la plus illustre des représentantes de ces Millennials radicaux et socialistes ». Pascal Boniface montre ensuite que la politique de Trump, loin de signifier un retrait du rôle de « gendarme du monde » des

États-Unis, constitue un « impérialisme débridé ». À la place d'une hégémonie libérale, arrive une hégémonie « illibérale ». En bref, Trump assure les Américains que leur sécurité intérieure dépend d'un interventionnisme extérieur intense.

Bernard Dreano analyse la tradition des gauches latino-américaines qualifiée de « campisme ». Dans la période ayant suivi la Guerre froide, les forces progressistes ont le plus souvent choisi le « camp socialiste » face à « la violence de l'impérialisme américain ». Mais il s'agissait plus d'une alliance entre États que d'une convergence des peuples.

De manière largement convergente, Janette Habel puis Franck Gaudichaud analysent la situation en Amérique latine, un continent confronté à la violence de l'offensive réactionnaire américaine dans son « arrière-cour », mais aussi aux contradictions des gouvernements progressistes. Trop souvent, ceux-ci n'ont pas su sortir d'une économie rentière. Dès lors, les forces réactionnaires au service des classes bourgeoises profitent des renoncements des régimes progressistes et souvent de leur corruption.

Pierre Salama présente la situation économique, sociale et politique du Brésil après l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro. Le fait pour ce pays d'être resté dans le cadre d'une économie « à dominante rentière » explique la médiocrité du niveau de la productivité du travail dans l'industrie. « Quand la crise est arrivée, les partis progressistes ont été d'autant plus facilement désignés comme boucs émissaires qu'ils avaient nié l'enrichissement des plus riches et l'appauvrissement relatif d'une grande partie des couches moyennes, et qu'ils étaient atteints, à l'égal des autres partis, par la gangrène de la corruption. »

Nous reproduisons ensuite l'entretien accordé à la revue australienne *Redflag* par Hazam Hamouchene au sujet de la révolution algérienne de cet hiver, qui a mis fin à la présidence interminable de Bouteflika. « Ce qui rend ce mouvement vraiment unique, dit-il, c'est son envergure, son caractère

pacifique et sa diffusion nationale, y compris dans le Sud marginalisé. Le mouvement se caractérise également par une participation significative des femmes, et en particulier des jeunes, qui constituent la majorité de la population. »

Claude Serfati met « en perspective le dangereux cours militaro-sécuritaire emprunté par les gouvernements français depuis quelques années ». Les ventes d'armes de la France tiennent lieu d'objectif stratégique et guident la politique extérieure du pays. Et, « la liste des ennemis de l'intérieur » s'allonge tandis que le « pouvoir de s'opposer au pouvoir » s'étirole.

Dans un article court mais incisif, Odile Tobner dénonce la complicité criminelle des gouvernements français avec les dictateurs en Afrique centrale, notamment au Tchad et au Cameroun.

Isabelle Bourboulon rappelle que les atteintes à la démocratie sont aussi le fait des grandes multinationales. Elle donne l'exemple de la rupture du barrage de Brumadinho, propriété de l'entreprise Vale, dans le Sud-est du Brésil. Chantage à la certification, pression des lobbies miniers, présence des grandes banques européennes dans l'actionnariat sont les armes des multinationales. Et l'Union européenne vient de suspendre sa participation à la commission de l'ONU chargée d'élaborer un traité pour respecter les droits humains et l'environnement.

Philippe Poutou, militant syndicaliste dans l'usine Ford à Blanquefort (Gironde), explique que les salariés assignent Ford au Tribunal de Grande instance de Bordeaux pour deux raisons : l'absence de motif économique qui justifierait une fermeture d'usine et l'abus du droit de refuser un repreneur. Pour cela, ils sollicitent l'État pour qu'il les soutienne en justice parce que le repreneur trouvé par l'État a été refusé par l'entreprise.

Deux articles provenant de deux commissions de travail d'Attac terminent ce dossier. Le premier, élaboré par la commission « Démocratie », fait le point des violences policières et des atteintes au droit lors des manifestations des Gilets jaunes. Le second est écrit par la commission « Genre » et propose un programme d'action en faveur des femmes dans l'Union européenne, alors que va se dérouler dans tous les pays membres l'élection du Parlement européen.

La partie « Débats » du numéro commence par un article de Francisco Vergara qui mène une critique en règle de la méthode de calcul des dépenses publiques, alors que tous les gouvernements s'acharnent à les réduire. Il est suivi d'une analyse de la métropolisation inhérente au gigantisme de l'urbanisme moderne. Dans une perspective écologiste, Ilaria

Agostini montre ainsi que « Megalopolis plonge la planète dans l'abîme de l'écocide ».

Suivent quatre comptes rendus de lecture d'ouvrages parus récemment. Le premier est signé par Catherine Samary qui commente le livre collectif *Europe alternatives démocratiques, Analyses et propositions de gauche* dirigé par Benjamin Bürbaumer, Alexis Cukier et Marlène Rosato. « La rupture avec l'Union européenne est un moment inévitable d'une politique de gauche ». Mais en promouvant des projets de coopération entre États dans le cadre d'un nouvel internationalisme des luttes.

Le deuxième compte rendu est fait par Jacques Cossart sur le livre enfin traduit de Branko Milanovic portant sur les inégalités mondiales, schématisées par le dos et la trompe d'un éléphant.

Alain Beitone, spécialiste des questions monétaires, propose une lecture du « Repères » de Jérôme Blanc *Les monnaies alternatives*. Il présente la thèse de l'auteur qui voit une pluralité de monnaies alternatives, mais il demande à quoi elles peuvent être alternatives. Si « les monnaies alternatives se présentent comme des outils de critique et de transformation sociale au nom de valeurs dont les initiateurs des expériences monétaires sont porteurs », ces projets correspondent à « une vision du monde communautarienne ».

Enfin, Jean-Marie Harribey analyse le dernier livre de Bernard Friot, *Le travail, en jeu des retraites*, et essaie de faire le bilan du débat mené avec cet auteur depuis de nombreuses années en bilatéral et au sein du mouvement social.

Pour clore ce numéro, la « Revue des revues » préparée par Jacques Cossart aborde deux questions. La première concerne la dégénérescence progressive de la démocratie aux États-Unis. L'élection de Trump marque la mainmise des plus grandes fortunes sur la société. La seconde porte sur le développement des inégalités dans le monde, dont la documentation est maintenant très abondante. Ces deux questions viennent conforter le compte rendu de lecture du livre de Branko Milanovic présenté dans la partie Débats.

En réalité, le « drame de France » est le drame de l'humanité confrontée au défi de dépasser un capitalisme destructeur de la nature et des humains, ainsi que des institutions que ceux-ci tentent laborieusement de mettre sur pied pour contenir, autant que faire se peut, la violence des sociétés.

« Vous voulez le service militaire obligatoire. Contre qui ? Contre d'autres hommes. Moi, je ne veux pas de service militaire. Je veux la paix. Vous voulez les misérables secourus, moi, je veux la misère supprimée... » Ainsi parlait Victor Hugo. [1]

Notes

[1] Victor Hugo, *Quatrevingt-treize*, 1874, Genève, Editio George Naef S.A., p. 442.